

COMMENT L'ÉTAT FRANÇAIS FAIT LE JEU DE

TOTAL

EN OUGANDA



Sommaire

03

Résumé exécutif

05

Un projet toxique

07

**Complaisance
au sommet**

09

**Les autorités françaises,
parmi les dernières à
soutenir encore Total**

10

**Comment Total parvient
à avoir toutes les pièces
en main**

11

Total, maître du jeu

14

**Le roi : le palais
de l'Élysée**

16

**La reine : la diplomatie
française**

18

**Les fous : l'ambassade
et l'Alliance française
à Kampala**

20

**Les cavaliers :
Bpifrance, APE, AFD,
Caisse des dépôts...
Les bras financiers
de la diplomatie
française**

22

**Les tours : l'armée
et la coopération en
matière de sécurité**

24

Conclusion

25

Notes



Résumé **exécutif**

Total se prépare à lancer l'exploitation de nouveaux gisements pétroliers en Ouganda, sur les bords du lac Albert, et à construire un oléoduc pour l'acheminer vers la côte tanzanienne, à 1 500 kilomètres de là.

Ces projets, nommés Tilenga et EACOP, sont l'exemple même de ce que nous devrions éviter à tout prix. Ils représentent des millions de tonnes de CO₂ supplémentaires émises dans l'atmosphère.

Ils mettent en danger plusieurs réserves naturelles abritant des espèces animales menacées et engendrent des risques de pollution dans plusieurs grands lacs africains et au-delà dans le bassin du Nil blanc. Ils entraînent déjà des déplacements forcés de population et de nombreuses violations des droits humains.

Ces projets font l'objet d'une vive résistance de la part des populations locales ; ils ont donné lieu à la première procédure judiciaire en France dans le cadre de la loi sur le devoir de vigilance des multinationales ; ils ont été dénoncés par quatre rapporteurs spéciaux de l'ONU ; et plusieurs grandes banques ont annoncé qu'elles ne participeront pas à leur financement.



Et pourtant...

Et pourtant, l'État français continue d'apporter un soutien implicite et explicite aux projets de Total en Ouganda :

- **par la voix du président Emmanuel Macron** qui a notamment écrit à son homologue ougandais pour lui garantir le soutien de la France à ses projets pétroliers et à Total ;
- **par celle de l'ambassadeur de France à Kampala**, proche de l'Élysée, qui joue les entremetteurs pour le groupe pétrolier ;
- **par le biais de l'ambassade et de l'Alliance française à Kampala**, dont tous les événements publics ou presque sont sponsorisés par Total ;
- **à travers les institutions diplomatiques et financières françaises** qui lui apportent une caution morale et parfois même une garantie financière de l'État, comme cela a été le cas pour d'autres projets tout aussi problématiques de Total ;
- **à travers la coopération militaire**, en formant des troupes qui seront ensuite chargées de protéger les régions pétrolières contre les menaces extérieures... et au besoin contre les opposants au projet pétrolier.

Pour soigner les apparences, aussi bien Total que l'État français tendent à minimiser l'étroitesse de leurs relations. Ce rapport montre l'ampleur du soutien public sur lequel peut compter en pratique le groupe pétrolier. Ce soutien n'est pas moins déterminant – au contraire – parce qu'il s'exerce de manière « informelle », dans l'opacité des hautes sphères de l'État et de la diplomatie.

Comment des institutions publiques censées représenter l'intérêt général peuvent-elles se mettre ainsi au service du pétrole et des intérêts d'une entreprise multinationale dont les actionnaires sont plutôt à chercher du côté de Wall Street que de Paris ? Comment les pouvoirs publics peuvent-ils se trouver réduits au rang de simples pions dans le grand jeu pétrolier de Total ?

Dans ce rapport, nous démontons les rouages de la machine bien huilée qui permet au groupe pétrolier de s'ériger en maître du jeu. Au cœur de cette machine, les « portes tournantes », autrement dit la stratégie de Total de débaucher d'anciens hauts fonctionnaires et responsables politiques, ou bien au contraire d'encourager ses employés à retourner dans la fonction publique... et notamment dans les lieux de pouvoir où ils pourront au mieux servir ses intérêts.

Nous donnons de multiples exemples de ces allers-retours entre Total et la haute administration, devenus de plus en plus fréquents mais pas moins scandaleux, et qui sont particulièrement nombreux – ce qui n'a rien d'un hasard – au ministère des Affaires étrangères et dans ses agences. Cette interpénétration permanente ne donne pas seulement au groupe pétrolier un accès direct aux décideurs, jusqu'au sommet de l'État. Elle contribue aussi et surtout à cacher la réalité dramatique des impacts de Total sur le climat et sur les peuples derrière un voile de respectabilité, et à entretenir une confusion délibérée entre l'intérêt de la France et celui de Total et de ses actionnaires. ■

Un projet **toxique**

En 2006, d'importantes réserves de pétrole étaient découvertes en Ouganda, sur les rives du lac Albert, à proximité de la frontière de la République démocratique du Congo. Aujourd'hui, quinze ans plus tard, Total se prépare à lancer l'exploitation de ces gisements, en partenariat avec le gouvernement ougandais. Le groupe français est engagé à la fois dans l'extraction de pétrole sur le permis de Tilenga, qui chevauche le lac Albert et le parc national réputé de Murchison Falls, et dans un projet d'oléoduc – baptisé EACOP pour *East Africa Crude Oil Pipeline* – destiné à transporter ce pétrole (environ 200 000 barils par jour) et celui extrait un peu plus au sud par le

groupe chinois CNOOC (jusqu'à 40 000 barils par jour), vers l'océan Indien. Cet oléoduc, qui s'étendra sur près de 1 500 kilomètres à travers les territoires de l'Ouganda et de la Tanzanie, devra être chauffé en permanence à 50° C pour éviter que le pétrole ne se solidifie.

L'exploitation du pétrole ougandais – dont Total est la principale cheville ouvrière – suscite un large mouvement d'opposition à la fois sur place et au niveau international en raison des atteintes graves aux droits humains et à l'environnement qu'elle provoque déjà ou menace de provoquer¹.

© Les Amis de la Terre France



Droits humains

Les premières conséquences de la ruée vers l'or noir se font déjà sentir sur les populations qui vivent dans les zones de forage ou sur le tracé programmé du pipeline. Selon les chiffres de Total, les terres de plus de 100 000 personnes sont affectées par des expropriations pour faire place nette à l'exploitation pétrolière et à l'oléoduc EACOP². Les communautés affirment n'avoir pas été compensées de manière adéquate, et la grande majorité attend encore, depuis plus de deux ans, de recevoir sa compensation. C'est pourquoi une procédure judiciaire a été initiée en France par quatre associations ougandaises associées à Survie et aux Amis de la Terre

France sur le fondement de la loi sur le devoir de vigilance des multinationales (voir encadré p.8).

Privées de leur domicile et du droit de cultiver leurs terres, des dizaines de milliers de familles ont perdu leurs moyens de subsistance – ce qui a entraîné par contrecoup une importante déscolarisation et une forte insécurité alimentaire, jusqu'à des situations de famine selon plusieurs témoignages. De nombreuses personnes affectées indiquent avoir fait l'objet de pressions et d'intimidations de la part des employés de Total ou de ses sous-traitants pour signer les documents qu'on leur tendait, et qui ont permis ensuite à Total de prétendre que le processus d'expropriation se déroulait dans le respect des règles.

Biodiversité et ressources en eau

Aussi bien dans la zone d'extraction pétrolière que sur le tracé de l'oléoduc EACOP se situent des réserves naturelles à l'importance critique, qui abritent des espèces animales menacées, dont le parc national de Murchison Falls (où se trouvent des éléphants, des girafes, des lions, des rhinocéros, des buffles, des léopards et des hippopotames), les réserves forestières de Taala et de Bugoma (où vivent d'importantes populations de chimpanzés), puis en Tanzanie la réserve de Biharamulo (lions, buffles, élans, impalas, hippopotames, girafes, zèbres, colobes rouges), la steppe de Wembere (une zone humide accueillant des oiseaux migrateurs) et plusieurs habitats pour les éléphants. Autant de zones qui seront perturbées ou partiellement détruites par les activités pétrolières elles-mêmes et les déplacements de population que celles-ci vont engendrer indirectement. La côte tanzanienne au débouché de l'oléoduc abrite des mangroves et des récifs coralliens où vivent des dugongs, des dauphins et des tortues de mer, qui, même en l'absence de fuites de pétrole, risquent de souffrir du passage incessant d'immenses tankers venus pour transporter l'or noir aux quatre coins du monde.

Aux menaces pour la biodiversité s'ajoutent celles que l'extraction pétrolière et l'oléoduc font peser sur les ressources en eau d'une grande partie du continent africain. Le lac Albert et le lac Victoria, que l'oléoduc EACOP va longer sur plusieurs dizaines de kilomètres, sont situés en amont du bassin versant du Nil blanc. Une marée noire ou une fuite de brut – dont on sait bien qu'elles représentent un risque réel, et ce d'autant plus que le pipeline traversera des zones d'activité sismique – pourraient faire sentir ses conséquences en aval sur des centaines de kilomètres. Aussi bien le lac Albert que le lac Victoria

sont également une source cruciale de subsistance pour des millions de personnes qui vivent autour et dépendent traditionnellement de la pêche.

Climat

Last but not least, l'extraction et l'utilisation du pétrole ougandais représenteront des quantités massives de CO₂ supplémentaires rejetées dans l'atmosphère : le projet EACOP va provoquer des émissions indirectes de 34,3 millions de tonnes de CO₂ par an³, soit bien davantage que les émissions combinées annuelles de l'Ouganda et de la Tanzanie. Et ce, alors qu'il faudrait, pour éviter un emballement climatique et maintenir la hausse globale des températures en deçà de 1,5°C, cesser dès maintenant d'exploiter de nouveaux gisements de pétrole, de gaz et de charbon⁴. Total justifie sa décision d'exploiter le pétrole ougandais, malgré ses prétentions à être un groupe engagé dans la transition énergétique, en expliquant que ces projets contribueront tout de même « à baisser l'intensité moyenne des émissions scopes 1 + 2 du Groupe dans sa catégorie »⁵ – autrement dit qu'ils sont un peu moins polluants en eux-mêmes que d'autres projets plus anciens du groupe.

On estime que les gisements découverts dans la région albertine de l'Ouganda constituent les quatrième réserves les plus importantes en Afrique subsaharienne, avec 6,5 milliards de barils de brut, dont au minimum 1,4 milliard récupérables. Surtout, et de manière cruciale pour Total, ces gisements sont relativement peu coûteux à exploiter, à moins de 11 dollars du baril⁶ – contrairement à beaucoup d'autres projets pétroliers et gaziers menés ailleurs dans le monde par le groupe français. C'est d'ailleurs sans doute pourquoi ce dernier s'y accroche contre vents et marées. ■



Complaisance au sommet

Exploiter du pétrole n'a jamais rien d'innocent, particulièrement dans un pays comme l'Ouganda, classé 125^e sur 180 en matière de liberté de la presse par Reporters Sans Frontières et 117^e sur 127 en termes d'état de droit par le World Justice Project, et noté 11/40 et 23/60 pour les droits politiques et libertés civiques par Freedom House⁷.

Le président ougandais Yoweri Museveni, arrivé au pouvoir par les armes il y a plus de 35 ans, est l'un des plus anciens autocrates d'Afrique en exercice. En janvier 2021, il a été réélu pour un sixième mandat de cinq ans, après que la Constitution a été modifiée pour supprimer la limite d'âge de 75 ans auparavant en vigueur. Il a officiellement obtenu 58,6% des suffrages, contre 34,8% pour son opposant Bobi Wine. Celui-ci, qui a immédiatement dénoncé des fraudes électorales, a été placé sous surveillance à son domicile pendant une douzaine de jours au moment de l'annonce des résultats. La campagne électorale a été marquée par des manifestations meurtrières, des disparitions, ainsi que des coupures d'internet et des réseaux sociaux⁸.

L'exploitation des ressources pétrolières de l'Ouganda – avec à la clé des perspectives de profits juteux pour quelques-uns – est une priorité pour le régime de Yoweri Museveni. Alors que les gisements ont été découverts en 2006, leur mise en production n'a cessé d'être retardée. Il ne reste plus dans le pays, depuis le retrait de la firme britannique Tullow Oil, que deux opérateurs pétroliers : Total et le groupe chinois CNOOC.

Les autorités ougandaises mettent aujourd'hui les bouchées doubles pour accélérer les choses⁹. En 2020, elles ont accepté de résoudre un litige fiscal en leur défaveur pour permettre le rachat par Total des actifs de Tullow Oil dans le pays lorsque le groupe britannique a souhaité se désengager¹⁰. Le cadre législatif

et réglementaire a été modifié pour favoriser l'exploitation du pétrole. Au mois d'avril 2021, dans la foulée de la réélection de Yoweri Museveni pour un sixième mandat, trois accords présentés comme définitifs ont été annoncés par Total et les autorités ougandaises, ouvrant la voie à l'exploitation des gisements et à la construction de l'oléoduc¹¹. Au mois de septembre 2021, le gouvernement ougandais a présenté au Parlement une loi spéciale – la loi EACOP – destinée à fixer les règles fiscales et économiques relatives à la construction de l'oléoduc et à offrir à Total et CNOOC la certitude que leur investissement sera protégé contre tout changement dans la législation¹².

Cette alliance étroite nouée de fait entre Total et le régime ougandais se traduit aussi sur le plan sécuritaire. Le gouvernement a dépêché de nouvelles troupes à la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC) pour protéger les régions pétrolières contre les groupes rebelles comme l'ADF. Il a créé une police pétrolière pour gérer la sécurité dans la zone, dont beaucoup de résidents se plaignent qu'elle agit au service des intérêts de Total¹³.

Cette volonté des autorités ougandaises de sécuriser les actifs de Total s'exerce en effet aussi – et peut-être en premier lieu – aux dépens de tous ceux qui s'aventurent à se mettre dans le chemin du développement pétrolier ou plus généralement à critiquer le régime en place. Récemment, le gouvernement a décidé de suspendre plusieurs dizaines d'ONG ougandaises¹⁴, dont AFIEGO, une des associations partie au recours en France, qui agit aux côtés des populations des régions pétrolières et les aide à défendre leurs droits à la terre.

Jealousy Mugisha et Fred Mwesigwa, deux membres des communautés affectées qui se sont rendus en France en décembre 2019 pour témoigner dans le cadre de la procédure intentée contre Total (voir

encadré ci-dessous) ont fait l'objet d'intimidations avant leur départ et après leur retour¹⁵ : visites à domicile par des représentants du groupe pétrolier, interrogatoire de plusieurs heures à l'aéroport, tentative de cambriolage, menaces de mort. Ces pressions se sont poursuivies depuis lors. En septembre 2020, neuf journalistes et représentants d'ONG ont été arrêtés de manière « préventive » alors qu'ils étaient venus protester contre la destruction programmée de la forêt de Bugoma, située sur le tracé de l'oléoduc EACOP, qui abrite des espèces menacées de chimpanzés¹⁶.

En mai 2021, à nouveau, Federica Marsi, une journaliste italienne et Maxwell Atuhura¹⁷, un représentant d'AFIEGO, qui étaient en train de mener un travail d'enquête auprès des populations dans la région pétrolière de Tilenga, ont été arrêtés par la police. Après 50 heures de garde à vue illégale et arbitraire, Maxwell Atuhura, accusé de « rassemblement illégal », était libéré sous caution¹⁸. Depuis lors, il doit continuer de se présenter tous les mois à la police, qui ne lui a jamais rendu son téléphone portable ni ses autres affaires personnelles. ■



© Gregory Leberger

⊕ Total en procès en France pour ses projets ougandais

Les projets pétroliers de Total en Ouganda et Tanzanie ont donné lieu à la première procédure en France sur le fondement de la loi sur le devoir de vigilance des multinationales. Adoptée en 2017, celle-ci oblige les grandes entreprises basées en France à prévenir les atteintes graves aux droits humains, à la santé et sécurité des personnes et à l'environnement qui pourraient être causées par leurs activités dans le monde entier. Le recours initié dans ce cadre par

les associations françaises Amis de la Terre France et Survie et les ougandaises AFIEGO, CRED, NAPE / Amis de la Terre Ouganda et NAVODA vise en particulier les atteintes aux droits fondamentaux des personnes déplacées et les risques graves pour l'environnement¹⁹. Une première audience a eu lieu en décembre 2019 mais, malgré l'urgence de la situation sur place, l'action en justice s'est depuis enlisée dans une bataille de procédure concernant la compétence du tribunal, sans qu'aucun jugement n'aborde encore le fond du dossier. La Cour de Cassation doit se prononcer sur le tribunal compétent d'ici la fin 2021²⁰.

Les autorités françaises parmi les dernières à soutenir encore Total

Les autorités françaises, à commencer par le Président de la République Emmanuel Macron, se plaisent à afficher des valeurs progressistes sur la scène internationale : pour le climat, pour la protection de la biodiversité, pour la promotion de la jeunesse et des femmes, et bien entendu pour les droits humains et la démocratie. Il est peu d'exemples aussi criants de la contradiction entre cette posture et la réalité des actes que le soutien jamais démenti apporté par la France et sa diplomatie aux projets de Total dans le domaine du pétrole et du gaz.

Les signaux contraires se multiplient pourtant. Suite à une lettre ouverte signée par plus de 260 organisations de la société civile dans le cadre de la coalition internationale StopEACOP, une liste impressionnante d'institutions financières publiques et privées ont d'ores et déjà signalé qu'elles ne participeraient pas au financement de l'oléoduc EACOP : les banques ANZ, Barclays, BNP Paribas, Crédit Agricole, Crédit Suisse, HSBC, Mizuho, Royal Bank of Canada, Société Générale, Unicredit et United Overseas Bank (UOB), l'assureur Axa, ou encore la Banque africaine de développement.

En juin 2020, pas moins de quatre rapporteurs spéciaux des Nations unies²¹ ont adressé des courriers d'interpellation à Total et aux gouvernements ougandais et français au sujet des risques du projet pétrolier pour les droits et plus particulièrement des menaces et du harcèlement visant les opposants au projet²².

La diplomatie française est aussi très frileuse sur la question de la répression et des menaces envers les défenseurs des droits des personnes affectées. Aussi bien en décembre 2019, face aux pressions sur les

deux défenseurs qui osaient se rendre en France pour témoigner contre Total, qu'en mai 2021, lors de l'arrestation d'une journaliste italienne et d'un membre de la société civile ougandaise, la diplomatie française a été interpellée par les Amis de la Terre France et Survie, mais n'a pas daigné donner de réponse publique. On ne sait pas si l'ambassade de France est intervenue d'une quelconque façon suite à ces alertes. Dans sa lettre de réponse aux rapporteurs spéciaux de l'ONU qui l'avaient interrogée sur le sort réservé aux deux témoins, la France s'est contentée de botter en touche, suggérant que le problème n'était pas de son ressort²³. Trois rapporteurs spéciaux des Nations unies ont à nouveau interpellé la multinationale et les gouvernements français et ougandais à ce sujet en juillet 2021, sans réponse à ce jour de la part de la France²⁴.

D'un côté, les autorités françaises pratiquent la politique de l'autruche sur les violations des droits humains et les autres problèmes engendrés par les projets d'extraction pétrolière et de construction d'un oléoduc en Ouganda et en Tanzanie. De l'autre, comme nous le montrons dans la suite de ce rapport, elles multiplient les gestes et les messages de soutien au groupe pétrolier Total, jouant même les facilitatrices auprès du pouvoir ougandais. La question qui se pose est : pourquoi ? ■

Comment Total parvient à avoir **toutes les pièces en main**

Un projet comme celui que Total mène en Ouganda devrait avoir tout contre lui. Il vise à ouvrir à l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole, dans le contexte d'une crise climatique de plus en plus évidente et de plus en plus pressante. Il empiète sur des aires naturelles protégées inestimables et génère des risques supplémentaires pour des espèces menacées emblématiques : éléphants, lions, girafes et chimpanzés. Il met en danger les ressources en eau d'un bon quart du continent africain. Il entraîne des déplacements de populations et la destruction de leurs moyens traditionnels de subsistance. Il implique, enfin, de faire affaire avec, voire de renforcer, un régime répressif, dirigé par un autocrate au pouvoir depuis plus de 35 ans.

Et pourtant, ce projet bénéficie du soutien du pouvoir exécutif français, et derrière lui de tout l'appareil diplomatique et administratif de l'État, comme s'il s'agissait d'un projet bénéfique pour l'intérêt général. Comme si les intérêts – privés et guidés par le profit – de Total dans ces projets étaient aussi, de manière automatique, ceux de la France.

Comment Total parvient-il à mettre ainsi l'État français à son service ? **C'est le résultat d'une stratégie d'influence et de capture des décisions publiques qui repose sur plusieurs ressorts.**

D'un côté, de manière classique, le groupe défend ses intérêts économiques auprès des décideurs, en faisant miroiter revenus, emplois ou prestige.

De l'autre, il utilise ses vastes moyens financiers pour « détoxifier » son image et se rendre respectable pour les décideurs, mais aussi dans le monde

de la science, du sport et de la culture, et auprès du grand public²⁵. En 2021, le groupe a ainsi déployé une grande campagne de communication autour de son changement de nom – dorénavant TotalEnergies – afin de faire croire qu'il était engagé pour la transition énergétique.

Mais son arme secrète, celle qui fait tourner sans accroc les rouages de cette machine bien huilée, **ce sont sans doute les portes tournantes, ou pantouflage, autrement dit la manière dont Total parvient à débaucher temporairement ou définitivement des hauts fonctionnaires ou des élus, ou l'inverse, à placer certains de ses anciens cadres au cœur de l'appareil d'État.**

Ces allers-retours entre administration et grandes entreprises ne facilitent pas seulement les relations avec la puissance publique en donnant à Total un accès direct aux décideurs. Ils contribuent aussi de fait à entretenir la confusion croissante entre intérêt public et intérêts privés, en l'occurrence entre l'intérêt de la France en Afrique et sur la scène internationale, et ceux d'un groupe pétrolier dont les actionnaires sont plutôt basés à Wall Street qu'à Paris. Comme le montre ce rapport, les portes tournantes sont particulièrement nombreuses entre Total et les diverses branches de la diplomatie française, et ce n'est évidemment pas un hasard.

C'est cette machinerie redoutable qui est à l'œuvre pour transformer les institutions publiques et la diplomatie françaises, jusqu'au plus haut niveau de l'État, en simples pièces sur un échiquier contrôlé par Total.

Total, maître du jeu

L'État français aux mains de la
multinationale pétrolière



Portes tournantes



Influence diplomatique, soft power



Greenwashing, sponsoring



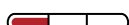
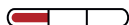
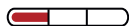
Soutien financier



Soutien militaire



**Bpifrance, APE,
AFD, Caisse
des dépôts...
les bras
financiers
de la diplomatie
française**



**L'ambassade
et l'Alliance
française
à Kampala**



**La
diplomatie
française**



**Le Palais
de l'Élysée**



**L'armée
et la
coopération
en matière
de sécurité**



50 nuances d'influence : comment une multinationale comme Total parvient à « capturer » les décisions politiques

Le **lobbying** est la forme la plus connue des stratégies d'influence des multinationales comme Total, mais elle est loin d'être la seule. Contrairement à ce que l'on pense parfois, l'essentiel du lobbying ne se déroule pas au niveau du Parlement, mais bien en amont, auprès du pouvoir exécutif. C'est à ce niveau que les grands groupes bénéficient d'un accès privilégié (grâce entre autres aux portes tournantes), sans commune mesure avec les associations environnementales et le reste de la société civile. Un groupe comme Total dispose en outre de puissants relais pour y faire passer ses messages, comme les grands lobbies patronaux que sont le Medef, l'Association française des entreprises privées (Afed) ou encore l'Union française des industries pétrolières (Ufip).

Il existe désormais en France un répertoire des représentants d'intérêts qui permet de faire très partiellement la lumière sur les dépenses et activités de lobbying d'un groupe comme Total²⁶. Cependant, les obligations déclaratives restent très parcelaires et ne fournissent qu'une image incomplète. Pour l'année 2020, Total déclare – à travers six filiales – des dépenses de lobbying d'entre 510 000 € et 875 000 € en France, parmi les plus hautes du registre. À Bruxelles, Total déclare des dépenses de lobbying d'entre 2 000 000 € et 2 250 000 € pour 2020²⁷.

La **communication** et la **publicité** – particulièrement lorsqu'il s'agit de communication dite « corporate », portant sur l'entreprise elle-même et non sur les produits qu'elle vend – sont aussi une forme d'influence, visant à insuffler dans les esprits une certaine image de l'entreprise et certaines idées à propos de ce qu'elle fait et de ses produits. Juste avant la Conférence de Paris sur le climat, par exemple, Total avait lancé une grande campagne mondiale avec l'aide de Publicis pour changer son image purement « pétrolière » dans 21 pays, sur 80 chaînes de télévision, dans plus de 230 publications et à travers un milliard d'impressions sur le web²⁸. Il s'agissait de faire passer ce message au grand public, mais surtout aux décideurs, comme le révélait le briefing de l'agence de communication, avec l'accent mis sur l'affichage

dans les aéroports internationaux des pays du G20 par exemple. Le changement récent de nom et de logo de Total à TotalEnergies participe de la même démarche.

L'utilisation de la communication à des fins d'influence relève de ce que l'on appelle le blanchiment d'image ou « greenwashing » – elle passe par la publicité mais aussi par la mise en avant de certaines actions d'ordre philanthropique, le soutien à des petits projets « écologiques » censés contrebalancer ou compenser les activités moins vertueuses du groupe, ou encore la présentation tendancieuse de certaines pratiques ou de certains produits (le gaz, les agrocarburants, etc.) comme « propres ».

Les dépenses de **mécénat** et de **sponsoring** s'inscrivent dans la même démarche. Total, via sa fondation d'entreprise, finance abondamment le monde du sport (coupe d'Afrique des nations de football, coupe du monde de rugby 2023 en France), celui de la culture (Louvre et autres grands musées, Opéra de Paris, festival Africa2020 en France) et celui de la science (Muséum, universités) – et ce aussi bien en France que dans les différents pays où le groupe opère. Ces contributions financières lui permettent d'asseoir sa respectabilité ainsi que de s'afficher en compagnie de personnalités connues et appréciées du grand public, tout en créant des opportunités d'accès direct aux leaders politiques dans un cadre informel. Total a par exemple financé plusieurs grandes expositions de prestige, inaugurées en grande pompe, au Louvre ou au Musée du Quai Branly à Paris en lien avec ses projets pétroliers ou gaziers en Russie ou en Afrique²⁹. De la même manière, soucieux de ne pas voir son nom associé à la destruction de la biodiversité et à la disparition d'espèces menacées à cause de projets comme ceux menés en Ouganda, le groupe a proposé récemment un partenariat financier... à l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)³⁰.

Les **portes tournantes** sont la manifestation concrète de la pénétration croissante des intérêts privés au sein même de l'État. En France, on parle traditionnellement de « **pantouflage** » pour désigner les hauts fonctionnaires qui vont occuper des postes de direction dans des grandes entreprises. Le PDG de Total Patrick Pouyanné lui-même en fournit un bon exemple, puisque, issu de Polytechnique

et du corps des Mines, il a travaillé au ministère de l'Industrie et dans plusieurs cabinets ministériels avant de rejoindre le groupe pétrolier. Ces allers-retours entre secteur public et secteur privé sont devenus beaucoup plus fréquents et se font désormais dans les deux sens. On les retrouve aussi bien au plus haut niveau de décision que dans les échelons inférieurs des hiérarchies. Ils font désormais

partie de la carrière « normale » des élites politiques et économiques formées dans les mêmes grandes écoles. Accès privilégié aux décideurs et à l'information, entretien d'une culture commune entre secteur public et secteur privé... En matière d'influence, les portes tournantes sont le nerf de la guerre. ■

© Rene Böhmer

Quand les régulés sont indistinguables des régulateurs

Les portes tournantes ne concernent pas seulement les ministères ou le Parlement, on les trouve aussi au sein des agences et des autorités « indépendantes » chargées de réguler certains secteurs économiques. En France, dans des secteurs comme l'énergie, la finance ou les télécoms, régulateurs et régulés sont souvent issus des mêmes grands corps d'État et échangent leur place. Les entreprises sont même parfois conviées à participer à leur propre régulation. Il y a quelques années, la France a ainsi

envoyé un cadre de Total pour la représenter au sein de l'Organisation maritime internationale (OMI), qui se penchait alors sur la pollution liée aux carburants³¹...

Dernier exemple en date : le directeur juridique du groupe Total, Aurélien Hamelle, a rejoint en septembre 2021 la commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers (AMF)³². Un comble, alors que Total fait l'objet d'un signalement des associations Sherpa et Notre Affaire à Tous auprès de cette même autorité pour avoir délibérément sous-estimé auprès des investisseurs les risques climatiques liés à ses activités³³.

Le roi : le palais de l'Élysée

Au sommet de l'État, on n'hésite pas à intervenir au plus haut niveau pour marquer son soutien à Total et à ses projets en Ouganda. Depuis son palais de l'Élysée, Emmanuel Macron veut être au centre du jeu. Mais au service de qui ?

Le président de la République Emmanuel Macron a pour réputation de tout vouloir décider lui-même, et les relations de la France avec l'Afrique lui tiennent à cœur, comme en témoignent ses grands discours sur « l'Afrique, avenir du monde » et son appel récent à un « New Deal » pour l'Afrique³⁴. Dans la foulée de son élection, il a même créé un Conseil présidentiel pour l'Afrique, composé de « *personnalités issues de la société civile, membres ou non de la diaspora africaine* » pour lui apporter « *un éclairage original sur les enjeux de la relation entre la France et les pays du continent africain* »³⁵.

En mai 2021, Emmanuel Macron a écrit au président Yoweri Museveni pour le féliciter de sa réélection et affirmer son souhait que les projets pétroliers de Total, et notamment l'oléoduc EACOP, voient rapidement le jour. La lettre – qui n'a pas été rendue publique et dont l'existence a été signalée par la présidence ougandaise, mais pas par l'Élysée – poursuit³⁶ :

“ *L'esprit de dialogue, d'estime mutuelle et de respect nous permettra de renforcer notre relation bilatérale. Vous pouvez compter sur moi pour mobiliser l'expertise et les investisseurs français afin d'accroître la présence économique française en Ouganda et ainsi donner corps à cette relation. C'est pourquoi j'ai souhaité que mon ministre délégué au Commerce extérieur et à l'Attractivité, M. Franck Riester, se rende en Ouganda cette année, conformément à notre volonté commune*

d'intensifier notre partenariat. Cette visite suivra la signature de la décision finale d'investissement entre l'Ouganda, la Tanzanie et le groupe Total pour la construction de l'oléoduc EACOP, qui permettra l'exploitation et l'exportation de pétrole. Ce sera une opportunité majeure d'intensifier les échanges entre nos deux pays et d'élargir encore notre coopération. ”

Interpellé récemment à ce sujet par les Amis de la Terre France, le Président de la République a indiqué assumer complètement son soutien à la multinationale française³⁷. Quant à Franck Riester, il se rendra bien en visite officielle en Ouganda en octobre 2021, mais selon son cabinet, ce déplacement « *n'a rien à voir avec le projet [de Total]* »³⁸.

Emmanuel Macron a aussi nommé à l'ambassade de France à Kampala un proche, Jules-Armand Aniambosou, issu comme lui (et comme son conseiller Afrique, Franck Paris) de la promotion Senghor de l'École nationale d'administration (ENA), et premier coordinateur du Conseil présidentiel pour l'Afrique. Une illustration du caractère stratégique de l'Ouganda pour la Présidence et pour les intérêts français.

Le soutien apporté par Emmanuel Macron aux multinationales françaises s'inscrit dans une tradition bien établie qui voit les présidents de la République se faire accompagner de grands patrons dans leurs visites officielles à l'étranger et annoncer à ces occasions la signature de nouveaux contrats pour leurs entreprises. Dernier exemple en date : une semaine à peine après la visite d'Emmanuel Macron en Irak, Total annonçait un investissement de 27 milliards d'euros dans le pays pour y exploiter du pétrole, du gaz et des unités solaires³⁹.



© Cyril Marilhac

**PORTES TOURNANTES****De chez Total au cabinet présidentiel... et vice-versa**

Ahlem Gharbi, très récemment nommée directrice générale de l'Institut français d'Algérie, après deux ans à l'Agence française de développement, a été conseillère Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Emmanuel Macron à l'Élysée entre 2017 et 2019. Juste auparavant, elle a passé 18 mois chez **Total** en tant que vice-présidente adjointe aux Affaires internationales – après avoir travaillé au ministère des Affaires étrangères.

Julien Pouget, aujourd'hui Senior Vice President chez **Total** en charge des énergies renouvelables, était conseiller à l'industrie à l'Élysée entre 2014 et 2016 sous le mandat de François Hollande, à l'époque où Emmanuel Macron était ministre de l'Économie. Il travaillait auparavant au sein de la branche nucléaire d'**Alstom** (revendue à General Electric), et avant cela à l'Agence des participations de l'État, agence dépendant du ministère des Finances qui représente l'État actionnaire dans les entreprises dont il détient une part du capital⁴⁰. ■

La reine : la diplomatie française

La diplomatie française, qui a ouvert grand ses portes aux employés de Total, est l'autre pièce maîtresse du groupe pétrolier. Elle est partout et peut intervenir sur tous les terrains : diplomatique, mais aussi économique, culturel ou universitaire. Et pour être souvent informelle, son influence n'en est pas moins déterminante.

Pilotée depuis l'Élysée et le siège du ministère des Affaires étrangères au quai d'Orsay, la machine diplomatique inclut le réseau des ambassades et des missions diplomatiques, mais aussi des agences chargées de promouvoir les échanges économiques (comme Business France), la coopération, les relations culturelles, universitaires, etc. On retrouve d'anciens employés du groupe pétrolier dans tous les rouages de cette machine.

Une grande partie de cette machinerie a été mise au service de Total, à Paris comme à Kampala, plaçant la diplomatie française dans une position d'équilibre intenable. À en croire ses discours officiels, elle serait au service du climat, de la protection de l'environnement et de la biodiversité, de la démocratie et des droits humains. En pratique, elle se trouve réduite à défendre de fait, sans toujours l'admettre ouvertement, des projets pétroliers en contradiction à peu près totale avec les valeurs qu'elle affiche.



PORTES TOURNANTES

Un ministère-clé infiltré par la multinationale pétrolière

Un cas qui a fait couler beaucoup d'encre est celui de Jean-Claude Mallet, conseiller spécial de Jean-Yves Le Drian au ministère de la Défense puis au ministère des Affaires étrangères entre 2012 et 2019, qui a rejoint à cette date Total comme directeur des Affaires publiques⁴¹. Après avoir passé l'essentiel de sa carrière au sein du ministère de la Défense, il est désormais chargé de conseiller le PDG de Total dans ses relations avec les pouvoirs publics en France et à l'étranger.

Madji Abed est depuis 2019 directeur délégué pour les relations institutionnelles internationales chez Total. Auparavant, il a passé près de 20 ans au sein du ministère des Affaires étrangères, au cours desquels il a notamment été consul général à Dubaï, porte-parole de la représentation française auprès de l'OTAN et chef adjoint de mission au Qatar⁴².

Hélène Dantoine, inspectrice des Finances, est aujourd'hui directrice de la diplomatie économique au ministère des Affaires étrangères. Cette direction a pour rôle de constituer un « point d'entrée » pour les entreprises dans ce ministère, pour s'assurer « que leurs intérêts sont bien pris en compte » dans les négociations internationales⁴³. Elle a été auparavant directrice adjointe de l'Agence des participations de l'État, et a passé plus de sept années au sein du groupe Total entre 2011 et 2019⁴⁴.

Romaric Roignan, aujourd'hui vice-président pour l'Afrique du Nord au sein de TotalEnergies E&P MENA, a fait plusieurs allers-retours entre le groupe pétrolier et les ministères. En 2014-2015, il a été

directeur de cabinet de la **Secrétaire d'État à la francophonie**, et était auparavant conseiller technique auprès du conseiller diplomatique à **Matignon**.

Ahlem Gharbi, déjà citée, a commencé sa carrière au **Ministère des Affaires étrangères** avant de rejoindre **Total**, puis **l'Élysée**, puis **l'Agence française de développement**, et enfin **l'Institut français d'Algérie**.

Tristan-Aurel Mouline, aujourd'hui directeur de cabinet du patron de **l'Agence française de développement** Rémy Rioux, a lui aussi passé un an au sein de **Total**, comme conseiller au bureau bruxellois du groupe pétrolier. Il a été entre-temps chargé de communication pour le **Ministère des Affaires étrangères** à Washington⁴⁵. ■



© Guilhem Vellut

⊕ « Total, c'est un peu la France »

Un groupe de l'envergure de Total est en mesure de mener une sorte de diplomatie parallèle à celle de l'État français. Le PDG Patrick Pouyanné peut être reçu dans certains pays avec des égards dignes de ceux d'un chef d'État, et le groupe peut en jouer pour faire pression sur la diplomatie française. Dans le contexte des sanctions occidentales contre la

Russie qui menaçaient les projets gaziers de Total en Arctique⁴⁶, Patrick Pouyanné et Vladimir Poutine se sont rencontrés plusieurs fois. Ils ont multiplié les signes de connivence, en suggérant ouvertement que Total était aussi légitime à parler au nom de la France que son propre gouvernement, et que les intérêts économiques devaient primer sur les sanctions. « *Total représente d'une certaine manière le pays lui-même* », a déclaré Vladimir Poutine à cette occasion⁴⁷.

Les fous : l'ambassade et l'Alliance française à Kampala

Sur place en Ouganda, les représentants de la France s'activent, en public comme en coulisses, pour lever les obstacles et défendre la réputation de Total. Un relais essentiel pour aider le groupe pétrolier à blanchir son image et avancer ses pions sur le terrain.

En Ouganda tout comme à Paris, la stratégie d'influence de Total repose sur un double pilier : s'assurer du soutien officiel de la France, à travers son ambassadeur, pour défendre ses intérêts dans le pays et faciliter les relations avec le régime de Yoweri Museveni; mais aussi se détoxifier et s'acheter une respectabilité en sponsorisant diverses actions culturelles ou sportives, voire en soutenant des projets écologiques.

La voix de la diplomatie française à Kampala est l'ambassadeur Jules-Armand Aniambossou, en poste depuis 2019. Issu de la même promotion de l'ENA qu'Emmanuel Macron, ce Franco-Béninois est une pièce importante de la politique africaine du Président, puisqu'il a été le premier coordinateur du Conseil présidentiel pour l'Afrique. Il a alterné les positions dans le secteur public (ministère de l'Industrie, corps préfectoral) et le secteur privé (chez le fournisseur d'énergie Poweo, d'ailleurs racheté depuis par Total, puis dans le secteur de l'immobilier et de l'aménagement au sein du groupe Duval).

Jules-Armand Aniambossou a été précédé à son poste par Stéphanie Rivoal, banquière puis dirigeante

de l'ONG Action contre la Faim, qui a été nommée ambassadrice en Ouganda en 2016, après quoi elle a été chargée d'organiser le Sommet Afrique-France 2020. Elle est aujourd'hui administratrice de Colas, filiale de Bouygues, et de Meridiam, le fonds spécialisé dans les partenariats public-privé qui s'est associé à Veolia pour racheter Suez.



#Adieu 🇫🇷 | 🇫🇷 Ambassador @JaAniambossou hosts a #farewell reception in honour of outgoing @TotalEnergiesUG MD Pierre Joshua who will be succeeded by Philippe Groueix. Bon vent à Pierre et bienvenue à Philippe. #TotalEnergies 🇧🇪



TotalEnergies et 7 autres personnes

5:09 PM · 23 août 2021 · Twitter for Android

#Adieu - L'ambassadeur de France @JaAniambossou organise une réception d'adieu en l'honneur du directeur général sortant de @TotalEnergiesUG, Pierre Joshua. Pierre Joshua, qui sera remplacé par Philippe Groueix. Bon vent à Pierre et bienvenue à Philippe. #TotalEnergies

Comme c'est malheureusement trop souvent le cas pour les missions diplomatiques françaises, de plus en plus mises au service d'intérêts purement économiques, l'ambassade de France en Ouganda joue un

rôle clé pour défendre les intérêts de Total sur le terrain. À Kampala, l'ambassadeur Aniambossou affiche sa proximité avec le groupe pétrolier. Fin août, il organisait une véritable cérémonie de départ pour Pierre Jessua, Directeur général de Total Ouganda, appelé à être remplacé par Philippe Groueix.

Jules-Armand Aniambossou est également intervenu dans de nombreux événements et conférences du secteur pétrolier, où il a réaffirmé l'engagement de la France à soutenir cette industrie et vanté la « stabilité » de l'Ouganda⁴⁸. « *Nous sommes très fiers que Total, une entreprise française, soit partie prenante du secteur pétrolier et minier en Ouganda* », a-t-il par exemple déclaré lors d'une convention pétrole et gaz en septembre 2020⁴⁹. Un an avant, lors de son discours du 14 juillet, il évoquait le projet de Total en ces termes :

“ *C'est sur cette base d'intérêts mutuels que, d'ici quelques mois j'espère, ce projet se concrétisera en apportant un bénéfice significatif aux Ougandais tout en respectant les normes sociales et environnementales auxquelles la France est particulièrement attachée*⁵⁰. ”

Il a été associé aux visites officielles de Patrick Pouyanné pour rencontrer les dirigeants ougandais⁵¹. Il a aussi présidé à de multiples événements de « réseautage » à travers par exemple le « club d'affaires de Kampala », visant à promouvoir les groupes français présents dans le pays, au premier rang desquels Total⁵².

Selon les témoignages de différents partenaires ougandais des Amis de la Terre France et Survie, l'ambassadeur entretient un double discours, félicitant, mais seulement en privé, les associations pour leurs efforts pour rappeler à Total ses responsabilités, considérant que la multinationale française devrait être exemplaire en matière de respect des droits des communautés.



SPONSORING

La place centrale occupée par Total (et donc par ses projets pétroliers) au sein de la communauté française de Kampala se mesure aussi à son omniprésence, en tant que sponsor, dans les événements organisés par l'ambassade – comme la fête du 14 juillet⁵³ ou les différentes éditions de la « Semaine de l'amitié Ouganda-France » pour laquelle la multinationale a le statut de « sponsor Platinum⁵⁴ ». Total est également le principal sponsor de l'Alliance française de Kampala⁵⁵, soutenant de nombreux événements culturels organisés par l'institution⁵⁶.



#Maintenant Conférence de presse pour annoncer la 4ème édition de la semaine de l'amitié #Ouganda - #France 2020 sponsorisée par @Total .21 - 28 mars 2020. @JaAniambossou

Total soutient aussi dans le pays des projets d'ordre philanthropique dans le domaine de l'accès à l'énergie⁵⁷ ou de la reforestation⁵⁸. ■

Les cavaliers : Bpifrance, APE, AFD, Caisse des dépôts...

Les bras financiers de la diplomatie française

Le soutien politique ne suffit pas toujours : pour que les grands projets d'une multinationale comme Total voient effectivement le jour, il faut aussi lui ajouter le soutien financier, sous la forme en l'occurrence de garanties publiques. C'est le rôle d'institutions comme Bpifrance que de voler au secours, au besoin, du groupe pétrolier.

L'État français ne se contente pas d'apporter aux projets des grands groupes comme Total un soutien politique et diplomatique. Il leur apporte aussi diverses formes de soutien financier, à travers des organismes comme Bpifrance, la Caisse des dépôts et consignations, l'Agence des participations de l'État (APE) ou encore l'Agence française de développement (AFD), qui finance des projets de coopération... pourvu qu'ils profitent à des entreprises françaises. Suez vient par exemple d'inaugurer une usine de potabilisation de l'eau en Ouganda financée par l'AFD⁵⁹. Si cette dernière institution ne finance pas directement les projets pétroliers comme ceux de Total – dont il serait bien difficile de prétendre qu'ils sont au service des populations locales, elle contribue néanmoins à la légitimation au quotidien du groupe pétrolier, par exemple en ouvrant les colonnes du site web de sa filiale Proparco à deux cadres de Total pour vanter les dispositifs imaginés par le groupe en Ouganda pour préserver la biodiversité⁶⁰.

Concernant Total, c'est principalement Bpifrance – la Banque publique d'investissement – qui est concernée, à travers l'octroi de garanties publiques à l'exportation, autrement dit l'assurance que les pouvoirs publics français interviendront pour compenser d'éventuelles pertes liées à un projet. Ces garanties publiques peuvent être cruciales pour assurer le financement de grands projets portés à l'étranger par des multinationales françaises qui comportent des risques particuliers, pour des raisons géopolitiques, économiques ou environnementales. Ce qui est le cas des projets pétroliers de Total en Ouganda, et en particulier de l'oléoduc EACOP. Plusieurs grandes banques – dont BNP Paribas, Crédit Agricole, et Société Générale – ont déjà fait savoir qu'elles ne participeraient pas à son financement et les grandes banques d'investissement ainsi que les agences de coopération sont de plus en plus rétives à financer des projets d'énergie fossile. En dépit des propos rassurants des dirigeants du groupe pétrolier, il n'est pas encore sûr que Total parvienne à boucler ses financements.

Officiellement, aucune demande de garantie concernant l'oléoduc EACOP ou le projet Tilenga n'a été formulée auprès de Bpifrance. La procédure de demande des garanties étant peu transparente, on ne sait généralement s'il y a eu demande et si elle a été accordée que très en aval, voire seulement après que la décision a été prise. Selon nos informations, cependant, la perspective d'une garantie publique a bien été évoquée au printemps 2021 entre Total et l'État français, y compris à travers une conversation directe entre Emmanuel Macron et Patrick

Pouyanné. En juin 2021, lors d'un rendez-vous avec les Amis de la Terre France, les représentants de la Direction générale du Trésor en charge des garanties exports, qui semblaient connaître les projets Tilenga et EACOP dans leurs moindres détails, ont indiqué qu'ils ne pourraient donner aucune information sur une éventuelle garantie car «*certaines entreprises françaises étaient en lice*» pour remporter des marchés de sous-traitance sur le projet de Total. Dix jours après, Total Ouganda annonçait une première liste de sous-traitants du projet Tilenga⁶¹ : parmi eux, le parapétrolier français Vallourec, dans lequel l'État français avait investi en perte plus de 500 millions d'euros au travers de Bpifrance⁶².



PORTES TOURNANTES

En tant qu'institution, **Bpifrance** est pour ainsi dire une porte tournante à elle toute seule, puisqu'elle est à la fois chargée des garanties export (entre autres missions) et actionnaire majeur de plusieurs entreprises liées au secteur des énergies fossiles, comme les parapétrolières Technip et Vallourec ou le groupe pétrochimique Arkema, issu d'une scission de Total. Son patron Nicolas Dufourcq, lui aussi

inspecteur des Finances, a passé plusieurs années au sein des groupes France Telecom et Capgemini avant de prendre les rênes de Bpifrance.

Isabelle Bui est en charge des Transports au sein de **l'Agence des participations de l'État**, qui chapeaute Bpifrance avec la Caisse des dépôts et consignations, une importante institution financière publique qui assure un rôle essentiel de financement de l'économie française. Elle a travaillé pour le groupe **Total** entre 2012 et 2014, où elle occupait la fonction d'adjointe au directeur Affaires publiques internationales⁶³.

Hélène Dantoine et Julien Pouget, mentionnés plus haut, ont tous deux occupé au cours de leur carrière des responsabilités au sein de **l'Agence des participations de l'État**.

Une autre personne clé dans le dispositif d'influence de Total, Gabrielle Gauthey, aujourd'hui Représentante du PDG de **Total** auprès des institutions de l'Union européenne et directrice des Affaires publiques européennes (et auparavant en charge de la neutralité carbone), vient de la Caisse des dépôts et consignations⁶⁴. ■



Précédents au Mozambique et en Arctique

Le système des garanties publiques a déjà beaucoup servi à Total et à ses partenaires pour boucler le financement de projets controversés pour des raisons diplomatiques ou climatiques. Bpifrance a apporté une garantie publique à Technip pour sa contribution au projet de Total Yamal LNG, dans l'Arctique russe. Bpifrance a également été sollicitée

pour participer au financement d'un second projet de Total dans la même région, Arctic LNG 2. Après un an de mobilisation des Amis de la Terre, 350.org et SumOfUs, Emmanuel Macron a indiqué fin août 2021, dans une réunion avec diverses associations, qu'il ne souhaitait pas que ce soutien de 700 millions d'euros soit accordé – mais l'Élysée se garde de toute confirmation publique depuis⁶⁵. Bpifrance a aussi apporté sa garantie aux projets de développement du gaz offshore au large du Mozambique⁶⁶.

Les tours : l'armée et la coopération en matière de sécurité

Ce n'est pas tout d'avancer ses pièces ; il faut aussi pouvoir les défendre, contre les menaces extérieures et intérieures. La sécurité des sites de Total apparaît comme une priorité de la diplomatie française en Ouganda et dans toute la région des Grands Lacs. Une nouvelle fois, il semble difficile de distinguer les intérêts militaires et stratégiques de la France des intérêts privés du groupe pétrolier.

Rien de ce qui arrive aux grandes entreprises nationales ne laisse les autorités françaises indifférentes, et certainement pas ce qui arrive à Total, la seule major pétrolière tricolore. Les services de renseignement français et l'appareil diplomatique sont directement impliqués dans la sécurisation des sites sensibles, comme le sont les sites pétroliers de Total en Ouganda.

L'ambassade de France aurait, selon nos informations, demandé un renforcement des forces de sécurité dans la zone pétrolière dès 2016-2017. Plusieurs programmes de coopération militaire ont été engagés en parallèle, comme la formation de troupes de montagne au sein de l'armée ougandaise par la 27^e Brigade d'infanterie de montagne française⁶⁷. La création de ces troupes avait pour objectif d'assurer la sécurité de l'Ouest du pays face au groupe rebelle

Allied Democratic Forces (ADF), actif dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Selon *Africa Intelligence*, ces troupes ont été récemment déployées en RDC et une partie a été mobilisée pour soutenir les forces spéciales et protéger les installations pétrolières de Total et celles du groupe chinois CNOOC⁶⁸.

La France organise également des formations à la langue française pour les militaires ougandais⁶⁹ et des formations en vue de la participation de l'armée ougandaise à l'AMISOM (mission de l'Union africaine en Somalie).

Total a également noué des relations directes avec la police militaire ougandaise⁷⁰, dont le rôle est crucial pour sécuriser la zone pétrolière face aux menaces extérieures éventuelles... et peut-être surtout face aux habitants récalcitrants. Les employés de Total ou de ses sous-traitants se déplacent ainsi souvent en compagnie des forces de sécurité ougandaises lorsqu'ils rendent visite à des membres des communautés affectées – qui le vivent comme une intimidation pour les obliger à céder leurs terres –, ou même lorsqu'ils organisent des réunions publiques⁷¹. Outre les entreprises de sécurité privées embauchées par Total pour assurer la sécurité de ses sites (G4S, KK Sécurité et Saracen), une police spéciale dédiée au pétrole a été créée par le gouvernement ougandais, et un protocole d'accord entre Total et les autorités policières et militaires ougandaises est annoncé comme en cours d'élaboration⁷². Avant même la signature de ce protocole, les équipes de sécurité de la filiale ougandaise de Total « aident déjà la police et l'armée en dispensant des formations liées

aux PVSDH (Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme) à toutes les forces de sécurité présentes dans la zone du projet⁷³ ».

En août 2021, dans sa réponse à la nouvelle interpellation des rapporteurs spéciaux des Nations Unies⁷⁴, Total indique que, suite à un courrier de son PDG au Président Museveni en mai 2021, celui-ci a « *donné instruction aux services de police et aux autorités locales de se rapprocher systématiquement de Total E&P Uganda en cas d'activités de représentants d'ONG ou de médias dans la zone du projet Tilenga* ». Une façon surprenante d'officialiser les échanges d'informations qui existaient déjà entre les forces de sécurité et la multinationale, et qui permettront à Total de mieux surveiller ceux qui veulent enquêter dans la zone pétrolière. Le groupe se veut rassurant : « *Ainsi, s'ils le considèrent approprié, les défenseurs des droits humains qui voudront visiter les zones de nos projets en Ouganda seront en position de contacter notre filiale locale pour faciliter la demande et la mise en œuvre, sans bien sûr interférer avec leurs activités* ». Dans sa propre réponse, la filiale ougandaise de Total indique préparer un renforcement des formations dispensées aux forces de sécurité.



PORTES TOURNANTES

Directeur des Affaires publiques de **Total** depuis 2019, Jean-Claude Mallet, déjà mentionné, avant de rejoindre le **Ministère des Affaires étrangères**, a fait l'essentiel de sa carrière au **ministère de la Défense** et au **Secrétariat général de la Défense nationale**, où il a eu un rôle clé dans la conception de la politique de défense française.

Denis Favier, général de gendarmerie, ancien commandant du GIGN et directeur général de la **gendarmerie**, a été en charge de la libération des otages de l'aéroport de Marignane (1994) et plus récemment des opérations autour du projet de barrage de Sivens ayant mené à la mort de Rémi Fraisse (2014) et des opérations antiterroristes suite à l'attentat de Charlie Hebdo (2015). Depuis 2016, il est directeur de la Sûreté de **Total**. ■

Quand les zones d'intérêt de la France recoupent celles de Total

En plus d'être une zone d'expansion économique potentielle pour ses entreprises, l'Ouganda est un partenaire stratégique important pour la France dans l'optique de la stabilité de la région des Grands lacs et de celle du Soudan du Sud.

Ce n'est pas le seul pays où l'on observe des recoupements entre les intérêts de Total et les intérêts stratégiques de la France. C'est le cas aussi au Mozambique, où les zones d'extraction gazière offshore

sont situées à proximité de territoires français ou revendiqués par la France (Mayotte, îles Eparses), dans une zone maritime de l'océan Indien qu'elle considère comme d'importance cruciale⁷⁵.

Au Yémen également, l'État français s'intéresse de près au site gazier de Total à Balhaf, mis à l'arrêt à cause de la guerre, dans le contexte de son alliance de fait avec les Émirats arabes unis qui occupent actuellement le site. Dans un rapport de l'Observatoire des armements et SumOfUs, en collaboration avec les Amis de la Terre France, les associations interrogeaient le rôle du gouvernement français, acteur de la militarisation du site, et qui avait accordé une garantie export au projet gazier de la multinationale⁷⁶.

Conclusion

Le soutien apporté à Total par toutes les branches de l'État français – depuis le palais de l'Élysée à Paris jusqu'à l'ambassade et à l'Alliance française à Kampala – est en contradiction flagrante avec les engagements et les valeurs que la France prétend défendre.

Les représentants publics sont obligés de multiplier les contorsions, les doubles discours et les faux-semblants pour pouvoir tenir ensemble deux orientations totalement opposées : d'un côté, soutenir l'exploitation massive de gisements de pétrole dans un pays gouverné par un régime autoritaire et répressif ; de l'autre, oeuvrer pour la démocratie, les droits humains et la préservation de la biodiversité et du climat.

Certains hauts fonctionnaires et diplomates français ont peut-être encore l'illusion que servir Total, c'est un peu servir la France, mais ce n'est qu'un jeu de dupes. Qu'est-ce que la France pourrait bien avoir à gagner de projets qui vont aggraver le dérèglement climatique et d'un soutien qui ne fera que décrédibiliser sa parole sur la scène internationale, et ce, pour une multinationale dont la seule préoccupation est d'engranger des profits pour les redistribuer à ses actionnaires ?

Pour mieux faire oublier la réalité sordide de ses pratiques et la fuite en avant destructrice dans laquelle il est engagé au nom du profit, le groupe Total est passé maître dans l'art d'endormir ou d'acheter les consciences, à commencer par celles des dirigeants publics, par le biais de son lobbying, d'une politique de mécénat et de sponsoring aussi omniprésente qu'intéressée, et en cultivant ses entrées au cœur même des institutions par le jeu des portes tournantes. Dans un contexte d'emballlement climatique, il serait temps d'arrêter de faire son jeu. ■

Rapport publié en octobre 2021 par les Amis de la Terre France, l'Observatoire des multinationales et Survie.

RECHERCHES ET RÉDACTION Olivier Petitjean (Observatoire des multinationales)

CADRAGE ET CONTRIBUTIONS Juliette Renaud (Amis de la Terre France) et Thomas Bart (Survie)

RELECTURE Marion Cubizolles, Sandra Imbault et Léa Kulinowski (Amis de la Terre France)

PHOTOS Les Amis de la Terre France, Gregory Leberger, Bernard Dupont, Guilhem Vellut, Cyril Marcilhay, Rene Böhmer

MAQUETTE Zelda Mauger

Notes

1 Pour plus de détails sur les impacts des projets Tilenga et EACOP sur les droits humains et l'environnement, voir notamment les rapports d'enquête suivants, contenant de nombreux témoignages : Amis de la Terre France et Survie, *Un cauchemar nommé Total - Une multiplication alarmante des violations des droits humains en Ouganda et en Tanzanie*, octobre 2020 ; FIDH et FHRI, *Nouveaux gisements, même histoire ? À la croisée des chemins pour éviter la catastrophe en Ouganda*, septembre 2020 ; Oxfam America et al., *Empty Promises Down the Line ? A Human Rights Impact Assessment of the East African Crude Oil Pipeline*, septembre 2020 ; Amis de la Terre France et Survie, *Manquements graves à la loi sur le devoir de vigilance : le cas Total en Ouganda*, octobre 2019.

2 Selon les chiffres de Total, 31 716 personnes sont affectées par le projet Tilenga (source : *Tilenga Resettlement Action Plans (RAPs 2, 3a, 3b, 4 & 5) Executive Summary*, septembre 2020, p. 138) et environ 86 000 par le projet EACOP (voir le détail chiffré et les sources dans *ce document* compilé en avril 2021 par les Amis de la Terre France et Survie).

3 *Memorandum des organisations de la société civile ougandaise adressé à l'autorité environnementale ougandaise (NEMA)*, 26 août 2019, pp. 3-4. Calcul basé sur le transport de 216 000 barils de pétrole par jour.

4 GIEC, *Sixième rapport d'évaluation*, août 2021. Voir aussi : «Pour limiter le réchauffement à 1,5 °C, il faudrait laisser 60% du pétrole et du gaz dans le sol, et 90% du charbon», in *Le Monde*, 8 septembre 2021, et «No new oil, gas or coal development if world is to reach net zero by 2050, says world energy body», in *The Guardian*, 18 mai 2021.

5 *Réponses en Assemblée générale de Total aux questions écrites des Amis de la Terre*, juin 2021.

6 *Réponse de Patrick Pouyanné, PDG, lors de l'Assemblée générale de Total*, 28 mai 2021.

7 RSF, *Classement mondial de la liberté de la presse 2020*, Freedom House, *Freedom in the world 2020*, World Justice Project, *Indice de l'état de droit 2020*.

8 «Ugandan opposition to challenge 'fraudulent' election result as two killed in protests», in *The Independent*, 17 janvier 2021 ; «Museveni declared winner of disputed Uganda presidential election», in *Al Jazeera*, 16 janvier 2021.

9 «Museveni se laisse convaincre par Total», in *Africa Intelligence*, 25 mai 2021.

10 «Comment Total a finalement pu acquérir les parts de Tullow Oil en Ouganda», in *Jeune Afrique*, 23 avril 2020.

11 Communiqué de Total «Ouganda et Tanzanie : Accords définitifs pour le projet de développement des ressources du Lac Albert», 12 avril 2021.

12 «L'Ouganda élabore un projet de loi relatif à l'oléoduc est-africain (EACOP)», in *Agence Ecofin*, 13 septembre 2021. Pour plus de détails sur les exemptions fiscales dont bénéficiera le projet EACOP, voir «The Bill : EACOP project given four tax packages», in *New Vision*, 6 septembre 2021. Voir également Oxfam France et Oxfam NOVIB, *L'argent du pétrole : le jeu trouble des Pays-Bas et de Total en Ouganda*, septembre 2020.

13 FIDH et FHRI, *Nouveaux gisements, même histoire ? À la croisée des chemins pour éviter la catastrophe en Ouganda*, sep-

tembre 2020 ; Amis de la Terre France et Survie, *Un cauchemar nommé Total - Une multiplication alarmante des violations des droits humains en Ouganda et en Tanzanie*, octobre 2020.

14 «Uganda suspends more than 50 rights groups, citing non-compliance», in *Al Jazeera*, 20 août 2021. Dans un communiqué, AFIEGO a contesté la légalité de cette suspension.

15 Communiqué des Amis de la Terre France, Survie et l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme, «Deux défenseurs venus témoigner au procès contre Total sont en danger en Ouganda», 26 décembre 2019.

16 Communiqué des Amis de la Terre France, Avocats Sans Frontières, l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme et Survie, «Ouganda : Libération immédiate pour les 9 journalistes et défenseurs arrêtés», 16 septembre 2020.

17 Lire l'interview de Maxwell Atuhura dans *Libération* : «Projet pétrolier de Total en Ouganda : J'ai dû fuir mon village», 16 avril 2020.

18 Communiqué des Amis de la Terre France et Survie, «Notre partenaire ougandais enfin libéré, mais sous caution», 27 mai 2021.

19 Pour plus d'informations sur la procédure judiciaire, voir la note des Amis de la Terre France et Survie, *Total Ouganda - Première action en justice sur le devoir de vigilance des multinationales : où en est-on ?*, octobre 2020. Pour plus d'informations sur la loi sur le devoir de vigilance des multinationales, voir la page dédiée sur le site des Amis de la Terre France.

20 Communiqué des Amis de la Terre France et Survie, «Total Ouganda : les associations se pourvoient en Cassation alors que le projet s'accélère», 12 avril 2021.

21 *Communication des quatre rapporteurs spéciaux des Nations unies au gouvernement français*, 20 avril 2020. Il s'agit de David Kaye – Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; Githu Muigai – Président-Rapporteur du Groupe de travail sur la question des droits de l'Homme et des sociétés transnationales et autres entreprises ; David R. Boyd – Rapporteur spécial chargé d'examiner la question des obligations relatives aux droits de l'Homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable ; et Michel Forst – Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme.

22 Communiqué des Amis de la Terre France et Survie, «Total Ouganda : des rapporteurs spéciaux de l'ONU interpellent la multinationale et les autorités gouvernementales», 23 juin 2020.

23 *Réponse de la France aux rapporteurs spéciaux des Nations unies*, 31 juillet 2020.

24 *Communication des trois rapporteurs spéciaux des Nations Unies à Total et au gouvernement français*, 6 juillet 2021. Il s'agit de Irene Khan – Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression ; David R. Boyd – Rapporteur spécial chargé d'examiner la question des obligations relatives aux droits de l'Homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable ; et Mary Lawlor – Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme.

25 Voir les vidéos de Greenpeace France «L'emprise Total», 2021.

- 26 [Répertoire des représentants d'intérêts de la Haute Autorité à la Transparence de la Vie Publique.](#)
- 27 [Fiche «Total Energies SE», sur le site internet Lobby Facts.](#)
- 28 [Communiqué de Total, *Nouvelle signature de marque et nouvelle campagne Corporate mondiale pour Total*, 30 septembre 2014.](#)
- 29 [«Le Louvre et les grands musées sont-ils sous l'influence de l'industrie pétrolière?», in *L'Observatoire des multinationales*, 13 janvier 2017.](#)
- 30 [Newsletter Paris Influence de Politico, 28 septembre 2021.](#)
- 31 [«Pollution : Total représente la France à l'ONU», in *Mediapart*, 20 août 2015.](#)
- 32 [Communiqué de l'AMF, 9 septembre 2021.](#)
- 33 [Communiqué de Notre Affaire à Tous et Sherpa, «Signalement de Total à l'AMF en matière de risques climatiques», 28 mai 2020.](#)
- 34 [«Macron se paye une nouvelle fois la tête des Africain-es avec son appel à un New Deal », in *Basta!*, 18 mai 2021.](#)
- 35 [Site web du Conseil présidentiel pour l'Afrique.](#)
- 36 [Traduction du texte cité dans le communiqué de la Présidence ougandaise, 1^{er} mai 2021.](#)
- 37 [Lors d'une réunion d'Emmanuel Macron avec les principales associations environnementales françaises, le 31 août 2021.](#)
- 38 [Cité dans «Le discret soutien de Macron au projet climatique de Total en Ouganda», in *Mediapart*, 27 septembre 2021.](#)
- 39 [«27 milliards pour un siècle de Total en Irak» in *Le Monde*, 12 septembre 2021.](#)
- 40 [Profil LinkedIn de Julien Pouget.](#)
- 41 [«Total débauche l'ancien conseiller spécial de Jean-Yves Le Drian», in *Le Monde*, 23 mai 2019.](#)
- 42 [Profil LinkedIn de Majdi Abed.](#)
- 43 [Page «Les outils de la diplomatie économique», sur le site internet du Ministère des Affaires étrangères.](#)
- 44 [«Hélène Dantoine, aux manettes de la diplomatie économique française», in *Français à l'étranger*, 17 août 2020. Hélène Dantoine nous a précisé qu'elle est déportée sur toutes les décisions concernant Total depuis son retour dans la fonction publique.](#)
- 45 [Profil LinkedIn de Tristan-Aurel Mouline.](#)
- 46 [«Quand les grands groupes français se font les instruments de la politique d'influence du Kremlin», in *L'Observatoire des multinationales*, 19 mars 2018.](#)
- 47 [«Total, un gouvernement bis », in *Le Monde Diplomatique*, août 2018.](#)
- 48 [Tweet citant l'ambassadeur Aniambossou lors des «90 days Oil and Mining», septembre 2020.](#)
- 49 [Tweet citant l'ambassadeur Aniambossou lors des «90 days Oil and Mining», septembre 2020.](#)
- 50 [Discours de l'ambassadeur de France à l'occasion de la fête nationale du 14 juillet 2019.](#)
- 51 [«Comment Museveni, acculé, a tout concédé à Total et Tullow Oil» in *Africa Intelligence*, 17 décembre 2019 ; \[Tweet relayé par l'ambassadeur Aniambossou et l'ambassade de France\]\(#\) évoquant le rôle du premier pour faciliter l'accord de 2020 entre l'Ouganda et Total.](#)
- 52 [Tweet de l'ambassade de France sur une rencontre du Club d'Affaires de Kampala ; *idem*. TotalEnergies Ouganda est taggé dans ces deux tweets de mars 2021.](#)
- 53 [«Le discret soutien de Macron au projet climatique de Total en Ouganda», in *Mediapart*, 27 septembre 2021.](#)
- 54 [«French Embassy in Uganda Unveils Programme For France-Uganda Friendship Week 3rd Edition», in *Chimps Reports*, 26 février 2019 ; \[Communiqué de Total Ouganda, «France-Uganda Friendship Week 2019 Launched», 24 février 2019 ; \\[Tweet de Total Ouganda, 27 février 2020.\\]\\(#\\)\]\(#\)](#)
- 55 [Page «partenaires» du site de l'Alliance française de Kampala.](#)
- 56 [Voir par exemple, récemment, sur la page Facebook de l'Alliance française de Kampala : 1 ; 2 ; 3 ; 4.](#)
- 57 [Tweet de Total Ouganda, 22 septembre 2021.](#)
- 58 [Tweet de Total Ouganda, 8 septembre 2021.](#)
- 59 [Tweet de Rémy Rioux, directeur de l'AFD, 8 juillet 2021.](#)
- 60 [«L'approche de Total pour répondre aux enjeux de la biodiversité», in *Secteur privé & développement* \(blog animé par Proparco\), 14 août 2021.](#)
- 61 [Communiqué de Total Ouganda, «TotalEnergies EP Uganda conditionally awards main contracts for the Tilenga project development», 14 juin 2021.](#)
- 62 [«L'État a perdu 500 millions d'euros dans Vallourec», in *Challenges*, 4 février 2021.](#)
- 63 [Biographie d'Isabelle Bui sur le site de l'APE.](#)
- 64 [Profil LinkedIn de Gabrielle Gauthey.](#)
- 65 [«La France envisage de renoncer à soutenir un mégaprojet gazier dans l'Arctique», in *Le Monde*, 9 septembre 2021.](#)
- 66 [Amis de la Terre France et Mozambique, *De l'eldorado gazier au chaos. Quand la France pousse le Mozambique dans le piège du gaz*, juin 2020.](#)
- 67 [«L'Ouganda a créé une division de montagne avec le soutien des alpins de la 27^e BIM», in *Lignes de défense* \(blog Ouest France\), novembre 2019.](#)
- 68 [«Comment Museveni tente de tenir Kagame à distance du lac Albert», in *Africa Intelligence*, 10 septembre 2021 ; «Pour protéger le pétrole de Total, Museveni mobilise toujours plus de militaires», in *Africa Intelligence*, 24 mai 2021.](#)
- 69 [«Une initiation au Français pour 15 militaires ougandais», Ambassade de France à Kampala, janvier 2019.](#)
- 70 [Tweet de Total Ouganda, 17 mars 2021.](#)
- 71 [Amis de la Terre France et Survie, *Un cauchemar nommé Total - Une multiplication alarmante des violations des droits humains en Ouganda et en Tanzanie*, page 19, octobre 2020.](#)
- 72 [Réponse en Assemblée générale de Total aux questions écrites des Amis de la Terre, juin 2021.](#)
- 73 [Réponse de Total E&P Uganda aux rapporteurs spéciaux des Nations unies, 23 août 2021.](#)
- 74 [Réponse de TotalEnergies SE aux rapporteurs spéciaux des Nations unies, 23 août 2021.](#)
- 75 [Amis de la Terre France et Mozambique, *De l'eldorado gazier au chaos. Quand la France pousse le Mozambique dans le piège du gaz*, juin 2020.](#)
- 76 [Observatoire des armements et SumOfUs, avec le soutien des Amis de la Terre France, *Opération Shabwa. La France et Total en guerre au Yémen 2*, novembre 2019.](#)



**Les Amis
de la Terre
France**

Les Amis de la Terre France sont une association de protection de l'Homme et de l'environnement, à but non lucratif, indépendante de tout pouvoir politique ou religieux. Créée en 1970, elle a contribué à la fondation du mouvement écologiste français et à la formation du premier réseau écologiste mondial – les Amis de la Terre International – présent dans 75 pays et réunissant 2 millions de membres sur les cinq continents. En France, les Amis de la Terre forment un réseau d'une trentaine de groupes locaux autonomes, qui agissent selon leurs priorités locales et relaient les campagnes nationales et internationales sur la base d'un engagement commun en faveur de la justice sociale et environnementale.

Les Amis de la Terre France

Mundo M, 47 avenue Pasteur
93100 Montreuil
+33 1 48 51 32 22
france@amisdelaterre.org
amisdelaterre.org

**OBSERVATOIRE
DES MULTINATIONALES**
SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE

L'Observatoire des multinationales est un site d'information et d'investigation sur les activités des grandes entreprises françaises partout dans le monde et sur leurs impacts sociaux, environnementaux et démocratiques. Le site aborde aussi, plus généralement, les questions de responsabilité sociale et juridique des entreprises et les enjeux liés à l'influence et au pouvoir des multinationales. L'Observatoire des multinationales produit des enquêtes originales et assure une veille sur ces questions.

Association Alter-médias

5 avenue Paul Langevin
93100 Montreuil
+33 9 52 83 22 46
observatoire@multinationales.org
multinationales.org



Créée il y a 35 ans, l'association Survie décrypte l'actualité franco-africaine et se mobilise contre la Françafrique, qu'elle a fait connaître. Elle dénonce toutes les formes d'intervention néocoloniale française en Afrique et milite pour une refonte réelle de la politique africaine de la France. Elle rassemble les citoyens et citoyennes qui désirent s'informer, se mobiliser et agir. Survie, via ses groupes de recherche, produit une analyse régulière de la politique française en Afrique, publie des brochures et des livres, interpelle les élu.e.s et agit en justice. Elle compte plus de 1300 adhérent.e.s et une vingtaine de groupes et relais locaux dans toute la France.

Survie

21 ter rue Voltaire
75011 Paris
+33 9 53 14 49 74
contact@survie.org
survie.org